

Inégalités : pourquoi le modèle social français marche mal

26 avril 2016



Selon les chiffres de l'OCDE, la France se caractérise par un niveau d'inégalités de revenus relativement limité et stable dans un contexte où celles-ci s'accroissent rapidement ailleurs. Pourtant, loin de considérer cet état de fait comme un atout, la plupart des Français sont mécontents du système de redistribution qui permet d'atteindre ce résultat. Pourquoi en est-il ainsi ?

Il existe deux types de modèles sociaux qui, bien que très différents, possèdent une cohérence interne suffisante pour permettre aux sociétés qui les ont adoptés de trouver leur place dans une mondialisation et une Europe mal régulées : d'une part le modèle anglo-saxon et d'autre part le modèle scandinave.

Dans le modèle anglo-saxon, les revenus dits primaires, ceux qui résultent directement de l'activité économique, sont caractérisés par des inégalités élevées. Là-dessus se branche un Etat qui fait la police sans hésiter, consacre aussi des efforts non négligeables pour la défense nationale et n'hésite pas non plus à intervenir activement sur le plan budgétaire pour soutenir l'activité quand celle-ci flanche. Mais il n'essaie pas vraiment de corriger les inégalités à travers un système social et fiscal de grande ampleur. Il se contente à ce niveau d'offrir un filet de sécurité minimale pour éviter que les pauvres ne tombent dans la misère. Dans ces sociétés, la vie des moins qualifiés est très difficile et la flexibilité du marché du travail entraîne des cycles économiques marqués mais, globalement, il est vrai que ce mode de fonctionnement donne à ces économies une certaine agilité. Les pays anglo-saxons ont su depuis quarante ans tirer leur épingle du jeu de la mondialisation. Si on considère la crise amorcée en 2008, ils ont réussi à se redresser plus rapidement que les autres.

De l'autre côté, on trouve les pays scandinaves. La situation y est quasiment symétrique. Les inégalités de revenus primaires sont relativement limitées. Ceux qui ont déjà fait l'expérience traumatisante d'aller boire une bière à Stockholm ou à Copenhague le savent : cela coûte très cher, parce que la TVA y est de 25 % afin que les importations financent le système social. Aussi parce que le niveau de salaire d'un barman n'est pas très différent de celui d'un enseignant ou d'un cadre du secteur privé.

Sur cet éventail de revenus primaires limité, s'ajoutent des dépenses publiques très élevées. Avec notamment davantage d'emploi public qu'en France. Mais comme ces dépenses se greffent sur des revenus primaires peu inégaux, elles ont davantage un caractère de mutualisation, entre chômeurs et employés, malades et bien portants, jeunes et retraités, que de redistribution à proprement parler. Ce qui contribue à rendre ces prélèvements relativement consensuels : même quand la droite est au pouvoir, ils ne sont pas fondamentalement remis en cause.

Et malgré un coût du travail très élevé, plus élevé qu'en France en particulier, ces pays parviennent à trouver leur place dans la mondialisation. Comme les pauvres de ces sociétés ont quand même des revenus significatifs et sont plus qualifiés, ils adoptent aussi très rapidement les innovations et forment eux-mêmes un réservoir large d'entrepreneurs potentiels. Comme les inégalités de revenu sont faibles à la base, la volonté et la capacité à coopérer loyalement est relativement forte dans la société, et notamment dans les entreprises. Ce qui constitue un avantage compétitif malgré un coût du travail élevé. Même si la crise des migrants secoue particulièrement plusieurs de ces pays et remet en cause la stabilité de ces modèles sociaux, ils ont jusqu'ici résisté aux crises qui ont marqué les quarante dernières années et servent fréquemment de modèles dans le débat public français, qu'il s'agisse de l'école finlandaise ou de la flexisécurité [1] danoise.

La France écartelée

La spécificité et la faiblesse du modèle social français est d'être écartelé entre ces deux modèles. La France est un pays beaucoup moins égalitaire

qu'elle n'a tendance à le croire. Il n'y a guère dans l'Hexagone par exemple qu'existe la notion de « cadre » pour distinguer les salariés du haut du panier du reste des prolétaires. Nous sommes aussi les seuls à nous être dotés d'un système de grandes écoles qui structure aussi fortement les hiérarchies sociales et les devenirs professionnels. Une caractéristique renforcée par le poids d'un appareil d'Etat qui, bien que républicain, a été créé par les rois pour mater leurs nobles puis consolidé et étendu par des généraux, et notamment sous la dictature de Napoléon Bonaparte, dans une logique très verticale et autoritaire et fort peu participative et égalitaire. Ce fonds inégalitaire n'est pas cependant une spécificité française : c'est une caractéristique commune à tous les pays d'Europe du Sud. Les inégalités sont même plus fortes encore en Italie, en Espagne, au Portugal ou encore en Grèce mais nous sommes sur ce plan beaucoup plus latins que nous ne voulons bien l'admettre.

Sur ce fonds inégalitaire, les Français ont branché un système social et fiscal de taille scandinave. Celui-ci parvient bien d'ailleurs *in fine* à corriger les inégalités importantes de revenu et à faire de la France un des pays développés où ces inégalités restent les plus limitées, même si elles ont eu tendance à s'accroître comme partout. Mais du coup, ce système social et fiscal s'avère très redistributif, déclenchant un fort mécontentement parmi les couches les plus aisées de la population qui ont le sentiment qu'on leur prend beaucoup d'argent pour le donner aux pauvres. Du côté des pauvres en question, la satisfaction n'est pas non plus au rendez-vous : malgré leur ampleur, ces transferts ne parviennent pas à corriger les inégalités qui se forment à la base, dans l'activité économique réelle. Les politiques du logement et de la ville, quoique coûteuses, se sont révélées incapables de limiter la ghettoïsation de nombreux quartiers et la ségrégation urbaine. Le pire est probablement atteint avec le système éducatif français, l'un de ceux qui, au sein des pays de l'OCDE, reproduit le plus les inégalités sociales de départ...

Bref, malgré l'ampleur indéniable de la redistribution, les pauvres sont eux aussi mécontents parce que la République n'est manifestement pas à la hauteur de sa devise d'égalité et de fraternité. L'efficacité économique n'est pas non plus au rendez-vous : l'élitisme des couches supérieures gêne la coopération au sein des entreprises. La mauvaise qualité de la formation donnée au plus grand nombre freine l'innovation et limite le réservoir d'entrepreneurs potentiels. Les tensions sociales récurrentes et l'instabilité politique effraient les investisseurs... Malgré des niveaux de dépenses publiques et d'inégalités de revenus après redistribution relativement proches, on est donc très loin du modèle scandinave.

Que faire ?

Face à un tel constat, que faire ? On peut être tenté tout d'abord de se rapprocher du modèle anglo-saxon en diminuant drastiquement les dépenses publiques, et particulièrement celles de la protection sociale. On acterait ainsi notre fond inégalitaire en renonçant à faire semblant de chercher à le corriger. C'est ce que la droite dit régulièrement vouloir faire mais, quand elle est au pouvoir elle ne le fait que finalement très peu. Notamment parce que le niveau élevé des dépenses publiques français a aussi un rôle déterminant pour limiter les inégalités territoriales et maintenir la cohésion d'un pays marqué par de profonds déséquilibres géographiques résultant de plusieurs siècles de centralisation.

On peut aussi vouloir évoluer plutôt dans la direction du modèle scandinave en cherchant à devenir plus égalitaire à la base, avant redistribution. C'est plutôt le discours de la gauche politique. Mais elle non plus n'essaie guère de le mettre réellement en œuvre quand elle est aux affaires. Pour une raison simple : les grands perdants d'une telle évolution seraient d'abord sa base sociale. La gauche politique et syndicale est aujourd'hui dominée par les couches moyennes salariées de la fonction publique et des grandes entreprises. Or, si on limitait l'écart qui les sépare aujourd'hui des salariés les moins favorisés comme c'est le cas en Scandinavie, cela impliquerait que les électeurs socialistes perdent du pouvoir d'achat en payant plus cher leur femme de ménage, les gens qui entretiennent leur pavillon de banlieue, leurs repas au restaurant... De quoi refroidir les enthousiasmes. Bref, le malaise français sur les questions d'inégalités et de redistribution a encore de beaux jours devant lui.

Par Guillaume Duval, rédacteur en chef d'[Alternatives Economiques](#) et auteur de «[La France ne sera plus jamais une grande puissance ? Tant mieux !](#) » éditions La Découverte, 2015.

Photo / DR

[1]Mélange de flexibilité de licenciement mais aussi d'indemnités plus grandes pour ceux qui sont licenciés.

Emplacement :

[Accueil](#) > [Articles](#) > [Points de vue](#) >

Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Inegalites-pourquoi-le-modele-social-francais-marche-mal>